



A PROPOS DE GRANDEUR

Le voyage du Président de Gaulle à Moscou a fait couler en ce mois de juin 1966 des flots d'encre. Les journalistes de tous les pays se sont empressés de rafraîchir (?) leurs connaissances historiques et les lecteurs des quotidiens savent désormais à peu près tout sur les diverses visites que monarques et hommes d'état occidentaux ont fait à la cour des tzars puis aux dirigeants du Kremlin. Et naturellement les polémiques vont leur train. Certains journalistes italiens, incapables de concevoir d'autre chef que le «dictateur» qu'ils ont connu, se croyant revenus au temps du fascisme en adoptent le langage mal oublié et paraphrasant, pour de Gaulle, le plus célèbre axiome mussolinien «mieux vaut un jour de lion que cent de brebis», déclarent qu'aux yeux du Président français «mieux vaut une journée de grandeur française que cent jours de tranquillité dans le monde...»; mais ils oublient que les «journées de grandeur française» ont fait plus pour la civilisation que la journée du lion ou les cents jours de tranquillité des peuples sans grandeur.

Négligeant ces quelques voix noyées dans l'incohérence et la grisaille des pensées confuses, relevons quelques côtés frappants du voyage de de Gaulle à Moscou.

— A la veille de son arrivée, en grand secret, aurait eu lieu au Kremlin une réunion des chefs des Pays qui, depuis quelque temps, ne sont plus dits satellites; il est remarquable, si la chose est vraie, qu'on ait éprouvé le besoin de les consulter.

— Les dirigeants du P. C. et les Moscovites ont accueilli de Gaulle avec une chaleur dont l'opportunisme était à coup sûr absent, puisque, comme le disent fort justement les froids experts qui ne sont pas gaullistes, ce n'est que d'un dialogue avec Washington que les Russes peuvent attendre des résultats positifs. Leur enthousiasme ne s'explique donc que par une émotion profonde, passionnelle: vers eux venait la main tendue après vingt ans d'hostilité haineuse et de blocs militaires un Chef de cet Occident et de cet univers civilisé et prospère dont ils se sentaient exclus.

On a dit souvent, et à juste titre, que les Russes ne sont pas des européens. Là précisément est leur drame dont l'ingénuité d'un Khrouchtchev dévoila la profondeur lorsqu'il dit de Gaulle lors de son voyage à Paris en 1960: «Après tout nous sommes tous deux des blancs!» L'ostracisme dont les Russes étaient frappés de la part de ce monde «civilisé» qu'ils n'aiment ni ne comprennent mais ne peuvent qu'admirer, l'isolement où ils se sont sentis plongés quand la menace chinoise se fit plus pressante, viennent d'être rompus: comment s'étonner des «carasciò» qui ont salué le «parfait de Gaulle»?



« J'ai essayé de dominer l'Europe par les armes. Aujourd'hui on doit la convaincre. L'Europe doit être unie par le consentement de tous ».

Napoléon

(Extrait de la dernière lettre écrite par Napoléon, à Sainte-Hélène et adressée à son fils, le Roi de Rome).

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOËL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Vierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; **Vice-Présidents:** Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTMANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

Association Européenne des Enseignants	A. ALERS
Centre d'Action Européenne Fédéraliste	HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif
Conseil des Communes d'Europe	HENRY CRAVATTE
Ligue Européenne de Coopération Economique	BARON BOEL
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	THEO LEFEVRE
Gauche Européenne	
Nouvelles Equipes Internationales	
Union des Résistants pour une Europe Unie	JEAN KREHER
Mouvement Fédéraliste Européen	ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	DENIS DE ROUGEMONT, directeur
Collège d'Europe (Bruges)	HENRI BRUGMANS, recteur

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

Giorgio Del Vecchio

DROIT ET POLITIQUE INTERNATIONALE

(2e partie)

(Nous publions dans ce numéro la seconde partie de l'essai dont nos lecteurs trouveront le début dans le numéro précédent mai 1966)

A l'Etat, du fait qu'il personnifie un ordre juridique positif, on attribue formellement la qualité de souverain. Mais la souveraineté peut être entendue de deux façons bien différentes: comme pouvoir absolument arbitraire, et comme pouvoir lié à une loi, et donc non illimité. De façon analogue, la liberté de l'individu peut être conçue ou comme simple arbitraire ou comme faculté subordonnée à une loi. Il est aisé de voir que dans le premier sens souveraineté et liberté n'ont éthiquement aucune valeur. Un Etat qui se considère comme délié de l'obligation de respecter les droits fondamentaux de ses citoyens ainsi que ceux des autres Etats, et même de l'obligation de maintenir le respect des traités qu'il a conclus lui-même (on sait que ceci aussi est parfois arrivé, et a été soutenu par quelques auteurs), n'est pas un véritable Etat: c'est un outrage à la raison humaine et une menace permanente contre la paix du monde. Pareillement, c'est une vaine illusion de croire que l'homme est libre quand il est assujéti à l'impulsion des passions; la vérité est qu'il n'est tel que quand il obéit à la loi de sa propre nature spirituelle.

Il n'est pas besoin d'insister encore sur ces concepts élémentaires pour réfuter les graves erreurs auxquelles nous avons fait allusion. Il convient plutôt de remarquer qu'une autre thèse inacceptable est celle que l'on fait remonter à la paix de Westphalie (1648), selon laquelle un Etat serait tenu de n'observer que les normes de droit international auxquelles il aurait donné le concours de sa propre volonté. Mais en vérité il ne semble pas qu'on ait voulu, avec les Traités de Westphalie, nier l'existence d'une loi de la raison, valide pour tous les peuples; avec eux, on voulut plutôt mettre en relief qu'aucun Etat ne doit être soumis à l'hégémonie d'autres Etats ou autres puissances analogues. Inexacte est donc, à mon avis, l'inter-

prétation de certains auteurs, quant à la signification de ces traités.

Il est certain que l'idée d'une société naturelle du genre humain, déjà entrevue dans l'antiquité classique et convalidée par le Christianisme, eut des mises en actes partielles, comme déjà avant la Paix de Westphalie, aux siècles suivants et surtout à une époque plus récente, sans pour autant en arriver à son avènement intégral, qui apparaît encore comme un but assez lointain.

L'organisation unitaire vers laquelle s'achemine l'histoire du monde, devrait, pour être saine et vitale, se fonder sur les principes mêmes auxquels doivent se conformer, comme nous le disions, les constitutions des divers Etats. L'adhésion de ceux-ci à l'organisation internationale est à envisager comme obligatoire, et non facultative comme la considère actuellement l'Organisation des Nations Unies. Aucun Etat n'a le droit de se refuser à entrer en rapports pacifiques avec les autres Etats du monde. A juste titre, le grand juriste espagnol Francisco De Vitoria, affirmant que « totus orbis aliquo modo est una republica », soutint le principe de la libre *communicatio* des peuples dans des buts pacifiques et considéra la violation de ce principe comme l'une des rares causes justes de guerre. Ce même concept fut soutenu, par la suite, par d'autres grands juristes et philosophes, comme Alberico Gentili et Francisco Suarez.

L'adhésion à la société universelle ne signifie pas qu'il faille attribuer à tous les Etats de l'organisme social des fonctions et des pouvoirs égaux. Il faudrait au contraire appliquer ici la distinction entre les Etats légitimes ou de justice et ceux qui méconnaissent les droits essentiels de la personne humaine. Ce n'est qu'aux premiers, à mon avis, qu'il faudrait attribuer des facultés déléguatives, au moins pour les matières les plus importantes; tandis qu'aux seconds on pourrait n'accorder que des fonctions mineures, en faisant dépendre l'attribution des fa-

cultés majeures d'une réforme de leurs constitutions défectueuses, ce qui serait évidemment un stimulant pour de telles réformes.

Un faux égalitarisme qui ne tiendrait pas compte des différences de capacité, de mérites et d'aptitudes, là où elles ont réellement un grand poids, est une très grave erreur; et il est pénible de devoir constater que de cette erreur n'est pas exempte l'Organisation des Nations Unies qui, surtout les derniers temps, a admis dans son sein un grand nombre de peuples à peine sortis de la barbarie et entièrement dépourvus de normes constitutionnelles valides, en les considérant à l'égal de certains Etats les plus civilisés du monde. Par une autre évidente anomalie, la Charte de cette Organisation a accordé une position de privilège à cinq Etats (appelés « original members ») qui ne respectent certainement pas tous les droits humains, en donnant à chacun d'eux la faculté d'empêcher les délibérations des autres pour toutes les matières les plus importantes. Déjà des inconvénients non négligeables se sont produits en conséquence de ces défauts; et il existe le danger d'inconvénients encore plus graves, surtout si, comme il n'est absolument pas exclu, quelqu'un des membres privilégiés s'accorde avec les nombreux Etats qui ignorent la liberté et la justice, pour s'opposer à ceux qui représentent et soutiennent ces idéaux.

Nous ne devons pourtant pas répudier cette Organisation, mais au contraire faire des vœux pour qu'elle corrige ses imperfections afin qu'elle puisse plus efficacement opérer pour sa noble fin. Dans le cas contraire, personne ne peut garantir que, de même qu'elle a remplacé la défunte Société des Nations, elle ne doive elle aussi, à son tour, être remplacée par une autre Organisation qui défende mieux les droits humains.

De très grande importance est par ailleurs l'adhésion à ces organismes internationaux qui, tout en liant un moindre nombre d'Etats, sont effectivement de meilleurs défenseurs de la civilisation et de la paix parce que plus homogènes, c'est-à-dire fondés sur une communauté réelle d'idées et de principes. Mettre en doute la fidélité à ces organismes, constitués avec la participation de l'Etat italien, serait de notre part plus qu'une erreur, un délit.

Un stérile neutralisme est la marque d'une conscience faible et n'a jamais servi à assurer la paix qui, comme la justice, ne peut être sauvegardée que par une action vigilante et résolue. Rappelons que, selon la maxime de Lactance, « militia est in ipsa justitia », et que l'amour de la quiétude, non seulement n'a jamais empêché les guerres, mais les a parfois même provoquées, comme

une récente expérience ne l'a que trop bien démontré.

Fausse est cette politique qui conseille de maintenir une égale distance entre le bien et le mal, entre la civilisation et la barbarie. Par une fausse conception de l'égalitarisme, on a consenti à l'abandon des colonies qui avaient acheminé des peuples à demi barbares sur la voie du progrès, pour créer autant d'Etats où les plus basses passions comme la haine de race ont trouvé un terrain fertile, et où se sont installées souvent l'anarchie et la tyrannie. Ce qui n'a pas empêché, comme nous le faisons remarquer, l'admission de ces Etats, à parité des droits, dans l'Organisation des Nations Unies.

Les erreurs politiques du passé sont presque toujours irréparables (*quod factum est, infectum fieri nequit*); mais il faut les reconnaître, pour faire au moins en sorte qu'elles ne soient ni répétées, ni aggravées. Il faut soutenir les valeurs suprêmes de l'esprit et les défendre sans répit, de même que certaines vérités logiques élémentaires qui, bien qu'elles soient assez évidentes, sont parfois mises de côté ou oubliées; par exemple, que l'on ne peut soutenir la paix internationale quand on attende à la paix de sa propre nation en fomentant la lutte des classes.

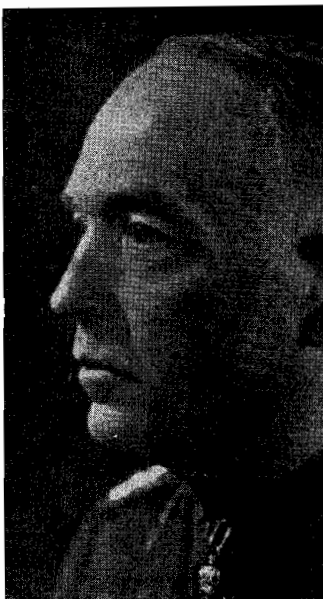
Une cohérence est nécessaire entre la politique intérieure et l'extérieure. Un Etat légitime, qui accomplit sa mission, doit protéger son propre ordre juridique en sauvegardant de toutes coupables abdications l'intégrité de son territoire et en favorisant le développement intellectuel de la nation. D'autant plus coupable serait aujourd'hui de notre part toute faiblesse ou renoncement à ce propos, après qu'un injuste traité a infligé à l'Italie de cruelles mutilations.

Mais, en même temps, l'Etat doit être ouvert et non fermé à l'extérieur. Il doit promouvoir et faciliter le plus possible les communications avec les autres peuples, surtout dans le domaine de la pensée. Il doit coopérer pour le développement des accords dans les autres Etats, non seulement sur des sujets particuliers, mais aussi afin d'organiser une union stable qui comprenne au moins une partie des Etats européens sur la base du droit et de la justice, si une union sur cette base avec tous n'est pas possible aujourd'hui. On avancera ainsi, ne fût-ce que graduellement, sur la voie de la constitution positive de cette société universelle qui, par un indéfectible postulat de la raison humaine, est déjà un impératif catégorique.

Nous faisons des vœux ardents pour qu'une fois surmontée la crise qui menace aujourd'hui le sort du monde, la paix, indissolublement liée à la justice, triomphe enfin pour tous les siècles.

Vingt ans après

ANTONESCU



L'histoire, ce terrible monstre qui ronge les pierres comme fait la mer et ne laisse qu'une rigide synthèse de ce qui lui appartient désormais, l'histoire qu'a-t-elle fait de la mémoire d'Antonescu, l'officier roumain qui dans sa jeunesse avait brillé à l'Ecole militaire de Saumur?

Vingt ans ont passé depuis sa mort tragique mais nous le voyons encore, devant le peloton d'exécution, montrant du doigt la place du coeur et criant aux policiers qui après deux rafales ne l'avaient pas encore abattu:

— Le coeur est là, imbéciles! Vous ne savez pas tenir une arme à la main et vous voulez guider le sort du Pays!

Ainsi mourut, en 1946, le maréchal Ion Antonescu, le dernier défenseur de la Roumanie bourgeoise. Il est tombé en beauté, dans l'esprit héroïque des chromos romantiques.

Quel homme fut plus atrocement moqué par le destin? Antonescu aimait la culture et l'esprit français, appréciait la façon de vivre des anglais. (Il avait été pendant des années attaché militaire à Londres). Et il s'est trouvé aux côtés de Hitler (qu'il méprisait du fond de l'âme), non par sa volonté mais à la suite de ce bouleversement des réalités géographiques et des valeurs humaines et psychologiques qu'avait amené en 1939, en Europe, l'accord paradoxal entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique. Du reste, ce drame n'était pas seulement le sien mais celui de tout le peuple roumain, sinon de tout le continent européen...

* * *

Quand Antonescu prit en main les affaires de la Roumanie, en 1940, il trouva un pays écartelé entre les Puissance de l'Axe qui lui avaient arraché par le diktat de Vien-

ne une partie de la Transylvanie et la Dobroudja méridionale, et la Russie qui lui avait arraché la Bassarabie et la Boukouvine.

En Roumanie régnait le chaos provoqué par la destruction des vieilles frontières et la dissolution des partis politiques et de la vie parlementaire à la suite de l'instauration de la dictature personnelle de Carol II.

Rarement un homme d'Etat s'est trouvé à devoir affronter autant de problèmes épineux, tous à la fois, en politique intérieure comme en politique extérieure.

Avec autant de calme que de sagacité Antonescu s'est efforcé de trouver une solution pour chacun d'eux.

Il participa à la guerre contre la Russie non point poussé par des visées impérialistes mais par la ferme volonté de libérer deux provinces liées à la Roumanie par un passé glorieux: la Bassarabie et la Boukouvine.

Pour comprendre à quel point était juste le sentiment qui lui dictait son attitude envers la Bassarabie, et combien il était partagé par le Pays tout entier, il suffira de rappeler que les communistes roumains eux-mêmes, vingt ans après, se sont rebellés contre le Kremlin en invoquant, entre autre, les écrits de Karl Marx. Et il n'est pas jusqu'à Mao Tse Tung, qui en sait long en matière de marxisme-léninisme, qui ne se soit associé au cri de révolte des Roumains.

Antonescu a donc pris part à cette guerre — qu'il avait appelée justement « notre guerre sainte » — en marchant sur les tra-

ces des traditions chrétiennes des voïvodes roumains, dans la ligne spirituelle de Stéphane le Grand, le valeureux prince moldave qu'il y a cinq cents ans le Pape Sixte IV avait appelé l'« Athlète du Christ » et auquel le Sénat de Venise mandait des envoyés spéciaux pour le féliciter de ses victoires sur les Turcs païens.

Dans ses rapports avec les alliés — Allemagne et Italie — Antonescu sut garder noblement toute sa dignité et son indépendance. Dans un discours prononcé en public il précisait courageusement que la présence de son pays aux côtés des Puissances de l'Axe n'était pas provoquée par le désir « d'espace vital » — dont il n'avait pas besoin — mais par l'ardent désir de restaurer les frontières naturelles de la Roumanie et de l'Europe, et le dessein commun de libérer le vieux continent de la menaçante expansion russe.

Quand l'Italie signa l'Armistice, le 8 septembre 1943, Antonescu consentit à ce qu'il y eût à Bucarest deux Légations italiennes, une du gouvernement Badoglio et l'autre de Mussolini, en reconnaissant à toutes deux des droits égaux, une égale immunité diplomatique et en accordant à l'une comme à l'autre une égale sympathie, qui n'était, en substance, que la sympathie éprouvée pour une Italie alors tourmentée par de profondes convulsions intérieures.

En Roumanie et dans les provinces russes temporairement occupées par les troupes germano-roumaines, Antonescu s'est opposé énergiquement à toute forme de représaille de caractère racial. Il a sauvé de la déportation et de la mort les populations juives. Le Président de l'« Union des Juifs roumains » en personne a dû reconnaître, pendant son procès, l'humanité de son comportement.

Les prisonniers russes étaient de leur côté traités avec humanité (Radio-Moscou même dut l'admettre); ils travaillaient librement dans les campagnes, recevaient une bonne nourriture et n'étaient pas assujétis à un traitement humiliant.

En Transnistrie et en Ukraine Antonescu restaura dans leurs fonctions sacrées les autels profanés par les communistes. Il accorda entière liberté de croyance aux masses russes qui, après tant d'années de terreur rouge, commençaient à oublier la vérité et la lumière de l'Évangile.

En tant qu'homme Antonescu eut des faiblesses auxquelles, toutefois, il ne permit jamais d'influencer ses actes militaires ou de gouvernement.

Au contraire: dans une déclaration faite à la presse, il tint à préciser que son régime n'étant pas le résultat d'une adhésion

populaire, trois mois après la fin de la guerre il aurait permis la reprise de la vie politique, la renaissance des partis et des élections parlementaires. Il ne s'était pas installé au pouvoir avec l'obstination des dictateurs que l'on ne peut éloigner que par la force et les complots.

Ce qui explique pourquoi, pendant le procès, Iuliu Maniu, leader de l'opposition démocratique roumaine, voulut serrer la main au maréchal Antonescu et déposa en sa faveur. Une attitude qui valut à Maniu, quelques années plus tard, d'être emprisonné et de finir ses jours en captivité.

Quand le roi Carol abdiqua, Antonescu aurait pu le faire arrêter, le faire passer en jugement et le faire condamner pour les terribles erreurs qu'il avait commises à la tête de l'Etat. Il aurait pu faire proclamer la république. Et non seulement il n'en fit rien, mais il lui sauva même la vie en le laissant partir avec des wagons chargés de richesses. Finalement il sauva la monarchie menacée en faisant monter sur le trône Michel, le fils de Carol.

Durant son procès, il ne fit pas la moindre allusion à sa propre personne. Il n'esseyait pas d'atténuer ses responsabilités. Au contraire, il les assumait pleinement, au point d'exonérer la couronne de toute responsabilité pour la déclaration de la guerre antisoviétique.

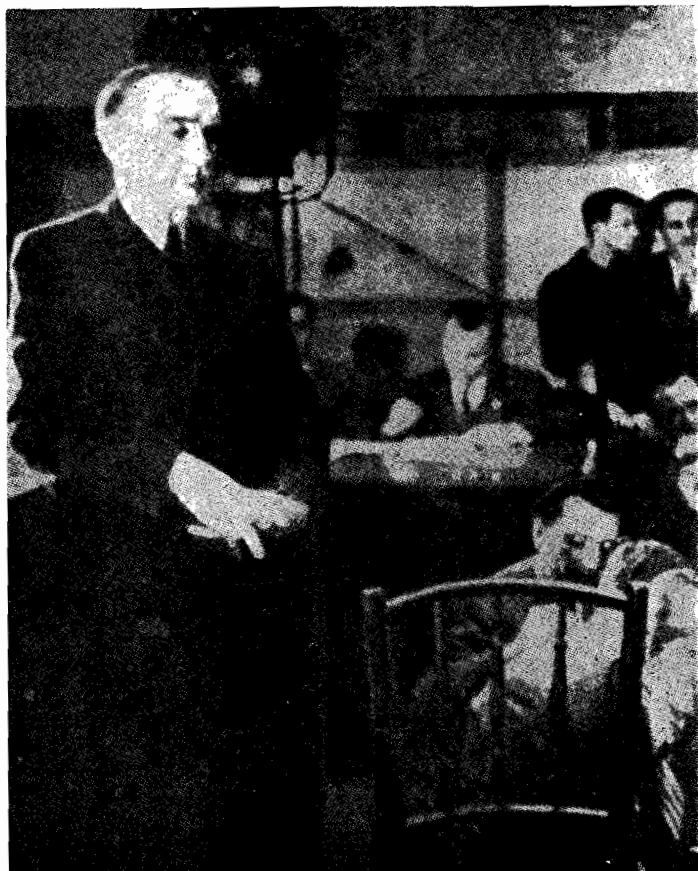
Avec une pudeur de grand seigneur, il cacha son amertume et ne s'inquiéta que de proclamer le droit de son peuple à la vie et à l'indépendance.

Ce Ion Antonescu, au nom simple et commun, qui avait toute la saveur du terroir roumain, provenait de la plus pure bourgeoisie provinciale. Sans blasons, sans titres de noblesse, il montra à ses concitoyens, parfois trop sensibles à l'attrait de noms aux résonances étrangères, qu'un Roumain de souche rustique sait tenir le front haut devant l'ennemi et le combattre avec dignité.

* * *

Cette évocation de la mort d'Antonescu ne doit pas être interprétée comme un panegyrique en mémoire d'un homme qui eut comme tous les êtres humains, ses grandeurs et ses faiblesses. Il ne fut ni un prophète, ni un envoyé spécial de la Providence. Et, du reste, peut-être vaut-il mieux, pour un peuple, manquer de prophètes, si l'on en juge par les bouleversements que certains ont provoqué.

Antonescu, arrivé comme par hasard au pouvoir, sans l'adhésion populaire, sans parti politique derrière lui (ou mieux avec tous les partis contre lui) a été l'homme



Une photo inédite, un peu floue et qui n'en est que plus émouvante puisque cette atmosphère troublée souligne le caractère hallucinant de la scène représentée par cet instantané pris clandestinement pendant le procès d'Antonescu. Iuliu Maniu, chef du parti national-paysan, le plus populaire en 1946, dépose au procès.

Sa déposition dura plus de six heures. Près de lui on voit sa chaise vide. Le Président du Tribunal populaire de Bucarest l'avait invité à s'asseoir, mais Maniu répondit : « Ce moment si grave de l'histoire de notre peuple exige tout le respect possible : je resterai debout ».

A la fin du procès, Iuliu Maniu serra la main d'Antonescu au milieu des clameurs de protestations des agitateurs communistes qui se trouvaient dans la salle.

du moment et si le peuple l'a volontiers accepté, c'est qu'il n'y avait pas, sur l'heure, de solution meilleure. Après le règne de Carol II (personnalité à mi-chemin entre Al Capone et Landru) caractérisé par la stupidité politique et la corruption administrative, Antonescu avait fait renaître la confiance dans l'idée de l'Etat, de la propriété privée, des droits et des devoirs des citoyens. La Roumanie bourgeoise sentait que ses bases traditionnelles vacillaient et tout en sachant que les forces d'un seul homme ne pouvaient pas la sauver, elle ne l'en a pas moins accepté. C'était un peu l'oxygène et la morphine que l'on donne à un moribond. En un mot, on gagnait du temps. Mais Antonescu ne se faisait pas d'illusions, il avait conscience du rôle ingrat et provisoire qu'il était appelé à jouer. Il a bien voulu s'en charger et il l'a tenu jusqu'au bout avec la fierté et la dignité du grand seigneur dont il avait l'âme.

Aujourd'hui, vingt ans après qu'il a été fusillé, nous voulons nous faire les interprètes de l'admiration du peuple roumain pour cet homme exceptionnel.

Nous affirmons que l'arrestation d'Antonescu, effectuée au Palais Royal sur l'ordre du roi Michel, et de la manière dont elle l'a été, fut un acte de sordide inélégance et qu'en le consignant, menottes aux poignets, à l'occupant soviétique, on commit une erreur qui ne pourra jamais être justifiée ni pardonnée.

* * *

Dans l'histoire roumaine qui est en réalité l'histoire des confins orientaux de l'Europe, Antonescu garde l'auréole dont rayonnent les figures des vrais condottières. Grand dans le succès il fut plus grand encore dans la défaite.

DES PARTENAIRES EGaux

Tel est le titre sous lequel M. Jean Monnet a publié dans le numéro de février de la revue française, « La Nef », un article où il expose ses vues sur les rapports entre l'Amérique et l'Europe.

Selon l'auteur, la paix mondiale ne peut être réalisée, en effet, que grâce à l'équilibre qui sera obtenu le jour où l'Europe sera sur pied d'égalité la partenaire de l'Amérique et de l'URSS, l'entente avec l'Amérique étant le corollaire indispensable de la coexistence avec l'URSS.

« Je ne dissocie pas — écrit-il — l'esprit d'entente entre l'Amérique et nous de la transformation de la coexistence actuelle entre l'Est et l'Ouest en une paix mondiale ».

L'entente avec l'Amérique ne doit pas être seulement politique

Mais cette « entente » avec l'Amérique n'est pas seulement une question politique: les traités ou les alliances sont insuffisants s'ils ne sont pas fondés sur une compréhension réciproque, sur une « entente » réelle des intelligences et des âmes. Or, il existe actuellement « entre Français et Américains » — c'est parce que la remarque nous paraît également pertinente en ce qui concerne les rapports « entre européens et américains » que nous la citons — des malentendus qu'il faudrait dissiper.

L'Amérique apparaît à beaucoup d'entre nous comme un pays « sans histoire, sans finesse, doté d'immenses ressources mais asservi par cette richesse matérielle avançant irrésistiblement avec la brutalité inconsciente d'hommes-robots ».

De leur côté « les Américains ont tendance à voir chez nous une civilisation ayant des racines profondes mais qui se dégrade et s'adapte difficilement aux conditions du monde moderne ».

M. Monnet cite aussi, comme facteur de mésentente, l'écart existant entre les moyens dont disposent les U.S.A. à l'échelle continentale et les ressources et les dimensions de la France (comme de n'importe quel autre Pays d'Europe, ajouterons-nous). Aux U.S.A. remarque M. Monnet, 17 milliards de

dollars par an sont affectés à la recherche scientifique. Quel autre Pays d'Europe pourrait en dire autant? Même disproportion dans le domaine militaire.

Il est donc évident que « *Vis-à-vis de la France ou de l'Allemagne, ou bien de l'Italie, ou encore de la Grande-Bretagne, l'Amérique ne peut être qu'une alliée plus puissante: vis-à-vis de l'Europe véritablement unie elle peut être un partenaire égal* ».

Les Américains ont besoin de l'Europe

Et, pour arriver à être la partenaire égale des U.S.A. l'Europe doit avant tout se débarrasser de son complexe d'infériorité. Pour ce faire, elle doit comprendre que, d'une part, les Américains ne sont nullement animés, comme elle le croit, par l'esprit de supériorité, et que, d'autre part, *les Américains ont besoin d'elle*.

Les Américains, en effet, ne croient pas à une éventuelle supériorité de tel ou tel Pays, mais à son efficacité.

« Les Américains ne sont pas animés par cet esprit de supériorité qui, si longtemps, nous a semblé si naturel; ils sont poussés essentiellement par l'esprit d'efficacité. Un Américain cherche avant tout à conclure.

C' est seulement parce que les Etats-Unis sont plus puissants que n'importe qui qu'ils donnent si souvent l'impression de vouloir nous forcer vers une conclusion.

Et, non seulement ils ne veulent pas nous imposer leurs décisions par esprit de supériorité, mais, ce qui est plus important, ils désirent emporter l'adhésion de leurs partenaires, pour se sentir plus sûrs et moins seuls.

« En réalité ils n'aiment pas se décider seuls — ils n'en ont pas l'habitude. Pour les Américains, avant toute décision la discussion est essentielle. Elle est nécessaire pour rechercher l'accord final qui ne peut être acquis qu'au prix de compromis réciproques. Nous ne devons pas oublier que si les Européens et particulièrement les Français se contentent souvent de la satisfaction que

l'exposé d'une thèse ou la discussion leur procure, les Américains veulent conclure pour ensuite agir.

« A la fin de la deuxième guerre mondiale, ils se sont trouvés soudain dans la position du pays le plus puissant du monde: mais au lieu de triompher de cette situation, ils en ont ressenti la solitude. Ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas régler seuls les grands problèmes du monde. L'Amérique éprouve le besoin d'une Europe qui soit forte ».

M. Monnet rappelle alors le processus intellectuel qui a permis une transformation fondamentale des rapports entre les pays de Europe, aussi bien qu'entre ceux-ci et les Etats-Unis. Avant même que la situation matérielle ait changé, écrit-il, la situation psychologique est devenue différente.

« Pour organiser ces rapports, écrit-il encore, il faudrait maintenant, ainsi que le proposait le comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe lors de sa réunion, a Bonn, le 1er juin 1964, créer un « comité d'entente », entre l'Europe et les Etats-Unis dans les domaines où l'Europe a commencé d'exister, c'est-à-dire ce dont traite la Communauté économique.

« Nous ne sommes pas arrivés encore au point du développement des relations entre l'Amérique et nous où il serait possible de confier à des institutions communes le soin de faire des propositions communes. Mais nous sommes au point où nous devons nous assurer que le uns et les autres parlons de la même chose, que nous cherchons à régler un problème qui nous est commun et non pas seulement à marchander diplomatiquement une solution ».

Accords avec les Etats-Unis et construction d'une Europe forte

C'est « en poursuivant en même temps la recherche d'accords « européens » et non pas « nationaux » avec les Etats-Unis, et en construisant une « Europe forte », ce que nous pouvons faire au sein du Marché commun, que nous nous mettrons à même de résoudre « dans la véritable indépendance » les problèmes auxquels nous cherchons à faire face et que la désunion des pays européens rend insolubles.

« Au moment où l'unification de l'Europe deviendrait une certitude — et avec elle la cohésion dans l'égalité de l'Europe et des Etats-Unis, — les Européens auraient assez de confiance pour mener à bien une action

commune avec les Etats-Unis pour organiser la paix. Les conditions d'une véritable discussion avec l'U.R.S.S. seraient ainsi créées.

« Les pays d'Europe et les Etats-Unis devraient, dès que possible, rechercher ensemble les moyens d'aller, par une action collective et par phases successives, à une situation dans laquelle les grandes décisions seraient communes et les charges partagées, en particulier en ce qui concerne les armements nucléaires, leur limitation et leur contrôle.

« La participation à l'union des peuples européens ouvre aux Allemands un avenir en commun et à égalité avec les autres peuples d'Europe. Elle rend possible aussi la perspective de leur réunion dans la paix ».

Europe, maillon de la chaîne

« L'Ouest ainsi organisé pourra créer avec l'U.R.S.S. un climat de paix qui aurait des effets dans le reste du monde, conclut M. Jean Monnet. Nous ne savons pas, entre autres, ce que sera la politique de la Chine dans les années qui viennent. Elle peut continuer à être défiante et hostile. Elle peut changer. Ce qui est en notre pouvoir, c'est de créer un climat tel qu'une Chine raisonnable puisse, le moment venu, retrouver avec nous le contact nécessaire.

« Ce climat affecterait aussi l'évolution des Etats d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine. Il est inévitable que les Etats qui ont été colonisés ou qui n'ont pas eu la pleine disposition d'eux-mêmes passent dans leur développement par des crises. Celles-ci deviennent dramatiques lorsque les rapports mondiaux demeurent profondément instables. C'est l'expérience cruelle que nous voyons au Vietnam.

« Si des rapports d'un type nouveau s'établissent entre l'Est et l'Ouest, les crises dans l'hémisphère sud seront moins dangereuses. Je ne crois pas que les Etats-Unis cherchent à établir leur hégémonie sur les peuples libérés. Ils sont conduits à agir parce qu'ils craignent qu'une rupture d'équilibre ne conduise à un conflit plus vaste. Si cette crainte disparaît, les crises pourraient être plus facilement maîtrisées.

« Dans toute situation complexe, il importe de trouver le maillon de la chaîne sur lequel on peut agir. Ce maillon, aujourd'hui, c'est l'Europe. Par son union, elle change la nature des rapports entre les pays de l'Ouest. A partir de là, on peut regarder vers l'avenir et sortir de l'après-guerre sans pour autant entrer, comme cela a toujours été le cas jusqu'à présent, dans un nouvel avant-guerre. Cela dépend de nous ».

A la Commission des Nations Unies pour l'Europe

LES PROBLEMES DES TRAVAILLEURS EMIGRANTS

La Confédération internationale des Syndicats libres (C.I.S.L.) a réitéré son appel aux gouvernements européens pour qu'ils accordent une attention particulière aux problèmes des travailleurs émigrants. Cet appel fait l'objet d'une déclaration spéciale, soumise à la 21ème session de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, qui s'est terminée le 29 avril 1966, à Genève, après 16 jours de délibération. La déclaration était présentée par Charles Ford, Secrétaire adjoint de l'Organisation régionale européenne de la C.I.S.L. La délégation de la C.I.S.L. comprenait Albert Hevert e Heribert Maier, du bureau de Genève de la C.I.S.L.

Rappelant qu'il y a actuellement en Europe occidentale, cinq millions de travailleurs ayant quitté leur pays d'origine, Ford a souligné que tant de qualifications et d'énergies humaines représentaient un facteur de vie pour l'économie européenne et que la question de l'adaptation ne pouvait être envisagée que sur le plan de l'Europe entière. Une des principales faiblesses de la politique de la main-d'oeuvre, a-t-il ajouté, est que l'on a fait jusqu'ici peu d'efforts efficaces dans le domaine de la formation et de l'adaptation professionnelles. A peine un travailleur sur mille participe aux programmes de formation pour adultes, programmes que les gouvernements patronnent.

La déclaration de la C.I.S.L. évoque également la situation dans les pays en voie de développement et souligne que la Confédération a constamment insisté sur la nécessité d'augmenter les ressources financières de ces pays alors que, par rapport à l'accroissement du revenu national,

l'aide n'a cessé de diminuer de 1962 à 1964, dans un temps où le niveau de vie augmentait considérablement dans les pays industriels. La C.I.S.L. a également fait pression sur les gouvernements pour qu'ils assurent de meilleures exportations en provenance des pays nouvellement indépendants vers les marchés des pays plus développés. Bien que l'Organisation pour la Coopération et le Développement économique (O.C.D.E.) ait pris cette question en charge, il semble que les nations ne soient guère conscientes de l'urgence des solutions à mettre en oeuvre.

Ford a déclaré que l'attitude du mouvement syndical libre en ce qui concerne la politique des revenus n'avait rien de doctrinaire ni de dogmatique, mais était déterminée par le contexte économique et social des pays concernés. Il a souligné que toutes les centrales syndicales tombaient d'accord sur le fait que les politiques de revenus devaient embrasser toutes les catégories de revenus. Dans sa déclaration, la C.I.S.L. réclame encore une réforme monétaire internationale pour assurer des réserves aux jeunes nations.

Cinéma International

L'année 1967 marque le centenaire du Canada. Pour célébrer cet événement, la Centrale syndicale du pays, le Congrès du Travail du Canada a invité l'Institut international des Films du Travail (ILFI) à organiser son 5ème festival à Montreal.

Cette manifestation — qui se déroulera au début du mois d'août 1967 — s'inscrira dans le cadre de la Première Conférence mondiale de la C.I.S.L. sur l'Education dans le Mouvement syndical (Montreal, 16-26 août 1967) dont elle constituera en quelque sorte le prélude.

C'est dans le but de confronter les oeuvres cinématographiques réalisées dans le monde du travail libre et de présenter des films sociaux et humanitaires susceptibles d'intéresser les organisations ouvrières que l'ILFI organise, tous les trois ans, un festival international des films

du travail. Depuis sa création, cet événement n'a cessé de conquérir une place et un rayonnement de plus en plus considérables. Le premier a eu lieu à Hambourg en 1954, le second à Vienne en 1957, le troisième à Stockholm en 1960 et enfin le quatrième à Tel Aviv en 1963. Des quelque 135 films inscrits à ce festival, 47 furent soumis à un jury international composé notamment de personnalités du monde syndical et d'experts cinématographiques. Le grand prix fut décerné à « MAXIMUM » (un film suédois en couleur) tandis que « THIS UNION CAUSE » était un film américain considéré comme le meilleur film d'éducation syndicale et que le prix du Comité international pour la diffusion des Arts e des Lettres par le Cinema (C.I.D.A.L.C.) revenait à un film néerlandais: « DELTHA PHASE I ».

number 6

europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

ROME

JUNE 1966



Prices and the balance sheet in 10 years of Soviet captive countries trade 1955 - 1964

The Soviet Union has staked an immensely profitable claim on the economies of the captive countries of East-Central Europe.

In ten years, from 1955 to 1964, seven captive East-Central European countries — Albania, Bulgaria, Czechoslovakia, East Germany, Hungary, Poland and Romania — with scarcely half the U.S. population, and with only an eighth to a sixth of comparable average per capita personal income, have been compelled by the USSR to make an unrepayable contribution to the Soviet economy to the tune of \$12.8 billion. Also over ten years, between 1954 and 1963, loans and military assistance apart, the United States distributed among the needy nations of the world the huge amount of \$13.6 billion in unrepayable economic aid.

According to official Soviet foreign trade yearbooks, this staggering amount was acquired by the Soviet Union by charging the seven countries higher prices for its exports and paying them lower prices for imports, as compared with prices paid

and charged by the Soviets in their trade with Western Europe.

The captive countries included in this study have therefore been hardly an economic burden to the USSR, but rather a signal asset. Resources from this asset have been used for the development of the Soviet economy. One of the characteristics of this economy is the fact that the real consumer's share is only about 12 per cent of the added value of Soviet industrial output.

Points of special interest of the brochure reviewing Soviet trade with East-Central Europe during the period 1955-1964.

1. In ten years, Soviet overcharges on exports to seven East-Central European countries amounted to \$7.274 billion and underpayments for imports to \$5.499 billion, making a total loss of \$12.773 billion to these countries (p. 5).

2. The yearly losses of these countries on Soviet trade have been increasing at a rapid rate. During the two years 1963-1964 alone So-

viet illegitimate profits from that trade amounted to \$4.678 billion (p. 10, table 6).

3. Overcharges on Soviet exports to the captive countries in 1963 and 1964 averaged 52.3 and 43.2 per cent, respectively (Table 5).

4. Future prospects for the captive countries are bleak. A correction of prices decided upon in principle in 1962 seems not to have been implemented. On the contrary, information leaks about prices after the suicide in December 1965, of Dr. E. Apel, the East German planning chief, indicate a further widening of price disparities in the future (pp. 6 and 12).

5. The Soviet bloc regimes simultaneously deny Soviet price discrimination and admit that prices need « correction » (p. 11).

6. While Western Europe supplied, in 1964, \$496 million worth of machinery and equipment to the Soviet Union, six captive European countries delivered \$2.025 billion worth, of four times more (p. 8).

europeast bulletin

C A C E E D

*Conference of Americans of Central
and Eastern European descent*

PRESENT MEMBER ORGANIZATIONS.

American Bulgarian League
American Latvian Association
American Hungarian Federation
Czechoslovak National Council of America
American Lithuanian Council
Estonian National Committee in the U.S.
Polish American Congress
Romanian American National Committee
Ukrainian Congress Committee of America

**EXECUTIVE COMMITTEE OF CACEED
1965-1966:**

President: Rt. Rev. Msgr. John Balkunas; Chairman, Executive Committee: Pamfil Riposanu; Vice-President: William Momchilloff; Vice-President Tibor Eckhardt; Secretary; Miron Butariu; Treasurer; John G. Lexa; Chairman, Political Committee: Joseph Lesawyer; Chairman, Press and Information Committee: Walter Dushnyck; Chairman, Special Events; Charles Stankevitz; Chairman, Claims Committee: Vratislav Busek; Chairman, Immigration Committee: Paul Dayton; Members At Large: Felix Gadomski, Eugene Kern, Francis J. Proch, Paul Saar, S. J. Sluzka, Luben Christov, A. Oslapas, Vladimir S. Walzel, and John Babinec.

ORIGIN OF CACEED

The Conference of Americans of Centrale and Eastern European Descent (CACEED) was organized on January 28, 1956, by representatives of nationwide organizations of American citizens tracing their descent from ten nations in Central and Eastern Europe, now behind the "Iron Curtain" of Soviet imperialism.

CACEED is the coordinating body

of its member organizations in the execution of their common aims. Its organs are the Plenary assembly meeting annually in New York City, its executive committee meeting as often as necessary between plenary meetings, and its standing committees. Liaison on a local level with the local branches of its member organizations is maintained through their national representative bodies.

The Executive Committee consists of the President, the Chairman of the Executive Committee, one or more Vice-Presidents, the Secretary, the Treasurer, the chairmen of the Standing Committees (Political Committee, Press and Information Committee, Special Events Committee, Claims Committee, and Immigration Committee), and members at large.

PURPOSES:

CACEED is an organization of American citizens of Central and Eastern European descent whose background, past experience, and blood relations with the captive nations of Central and Eastern Europe enslaved by the neo-colonial imperialism of Soviet Russia make them the natural standard bearers in the fight against Communism. American citizens of Central and Eastern European descent are fully aware of this mortal danger to freedom and democracy because of the sad experiences of their formerly democratic countries of origin, which have fallen victims to the same enemy. They, therefore, have a special obligation to remind their fellow citizens of this threat to the American way of life and the methods it uses; to combat Communist infiltration and subversion and to safeguard the traditional principles of American democracy against any attack by totalitarian forces.

CACEED, therefore, AIMS:

1) to coordinate the efforts of American citizens of Albanian, Bulgarian, Czechoslovak, Estonian, Hungarian, Latvian, Lithuanian, Polish, Romanian, and Ukrainian descent

a) for the defense of the American way of life against Communist infiltration and subversion, and

b) for the liberation of the captive nations of Central and Eastern

Europe, their national self-determination and the restoration of their national independence and their basic human rights, and

2) to organize support of American public opinion for these causes.

VIEWS:

One of the foremost aims and tasks of Americans organized in the Conference is to support their fellow citizens in their fight against Communist infiltration and subversion, which are steadily increasing. They know the true meaning of Communism, either from their own bitter experience or through continued contact with their subjugated friends and relatives living behind the Iron Curtain. They are willing and able to put this knowledge into the service of the United States.

In the Nineteen-sixties the words "infiltration and subversion" need clarification and better understanding. It is not merely outright espionage and propaganda for the overthrow of legal government, which endanger American freedom and democracy. Equally dangerous is the steady barrage of propaganda for the neutralization of the American mind, public, and press for the furtherance of the ultimate aim of Communist world domination. It will be necessary to combat the influence of this subtle propaganda by a new realization of the

values of freedom and democracy and an exposure of the true meaning of Communist Ideology and its political, economic and moral consequences as opposed to Western concepts.

American citizens organized in CACEED are fully in accord with statements by Presidents, Harry S. Truman, Dwight D. Eisenhower, John F. Kennedy, and Lyndon B. Johnson, which recognized that the promotion of true self-determination, freedom and independence of the captive nations of Europe is in the enlightened self-interest of the United States and of the entire Free World. In his letter to Soviet Premier Bulganin, of January 12, 1958, President Eisenhower noted that the Soviet Government was "reluctant to discuss these matters or treat them as a matter of international concern. But the heads of government did agree at Yalta in 1945 that these matters were of international concern..." In his speech before a meeting of the Polish American Congress in Chicago on October 1, 1960, President (then Senator) John F. Kennedy pilloried Soviet hypocrisy in their attacks on colonialism while "the fact of the matter is that the greatest slave master and colonial power in the world today is the Soviet Union... It is within the boundaries of the Soviet Union holds under its sway the greatest number of people that any colonial power has held for many, many hundreds of years. These people are determined to be free... their culture, their religious heritage, their traditions, cannot be destroyed by domination by a foreign power... I want Africa to be free and I want Eastern Europe to be free..." President John F. Kennedy expressed the same sentiments in his speech before the 16th General Assembly of the United Nations, in the fall of 1961: "...there is no ignoring the fact that the tide of self-determination has not yet reached the Communist empire, where a population far larger than that officially termed 'dependent' lives under governments installed by foreign troops instead of free institu-

tions—under a system which knows only one party and one belief—which suppresses free debate free elections, free newspapers, free books, and free trade unions—which builds a wall to keep truth a stranger and its own citizens prisoners. Let us have the choice and the practice of free plebiscites in every corner of the globe." On the occasion of the 10th anniversary celebration in September, '64, of the Assembly of Captive European Nations, President Lyndon B. Johnson voiced his "earnest hope that the members of the Assembly of Captive European Nations will some day witness the only reward they seek—the complete recovery of freedom and independence by the nations that fell prey to Communist dictatorship during and after World War II."

Public Law 86-90, approved July 17, 1959, providing for the designation of the third week of July as "Captive Nations Week," as well as Presidential proclamations issued pursuant thereto, have noted that the peoples of the Soviet-dominated nations have been deprived of their national independence and their individual liberties, and manifested the support of the Government and the people of the United States for their individual liberties, and manifested the support of the Government and the people of the United States for their just aspirations for freedom and national independence.

CACEED is determined to give its support to these ideals and to make every effort within its power to see to it that these policy statements are carried out by every honorable and responsible means. For this purpose CACEED must combat the "conspiracy of silence" regarding the fate of the captive nation of Central and Eastern Europe, which has recently prevailed in some sectors of public opinion, particularly in the United Nations, and outright misrepresentation of their status, as allegedly "free and independent" nations. We must pierce the smoke-screen of "non-interference in the internal affairs" of the Central and Eastern European countries, raised by the Soviet Union and its supporters for the purpose of perpetuating the subjugation of the captive nations by World Communism.

We must not cease reminding our fellow citizens that our ancestors came to these shores in search of liberty, justice, and the pursuit of happiness, the ideals for which the Founding Fathers fought and died. In this Twentieth Century, defeat of these ideals anywhere in the world may have disastrous repercussions for that part still known as the "Free World." The world cannot continue forever to live half free and half slave.

✱



Windmills In Bassarabia

POLISH - GERMAN RELATIONS: PROBLEMS AND PROSPECTS

"*Jak swiat swiatem nie bedzie Niemiec Polakowi bratem*", As long as this world will exist, a German will never become brother to a Pole). Mr. Aleksander Bregman, a Polish journalist, used this old Polish proverb as a title for his published book. Mr. Bregman hopes that a time may come this proverb will become obsolete.

The task of these Poles and German who are willing to approach honestly and seriously the whole complicated structure of Polish-German relations in the past and to draw realistic plans for the future is made difficult by the outbursts of neo-Nazism, by the efforts to defend Germany's policy during the Hitler era and by pronouncements of expellee groups, frequently supported by official statements.

A special dispatch from Bonn on May 10, 1964, reported that one David L. Hoggan had received two prizes of \$2,500 and \$1,250 respectively, named in honor of Leopold von Ranke (who died in 1886 and was regarded as the first of modern historians) and Ulrich von Hutten (a humanist, poet and soldier who died in 1523) by the Society for Historical Research and the Society for Free Journalism, both of which apparently are right-wing groups without any scholarly standing. The awards honored Hoggan's book, *The Enforced War*. Hoggan is 41 years old and had been employed as an assistant professor of history at San Francisco State College. His work as yet not appeared in English, although it was discussed critically in the United States. According to the reviewer, Hoggan states that "Poland acted as the willing pawn of Britain in providing by its British-induced intransigence on Danzig the desired pretext for an attack on Germany".

How prevalent are the opinion voiced in this patently distorted book among West Germans today, and how strong is the neo-Nazi movement? These questions are answered

in part by an excellent volume which has just appeared in print. The author is Mr. Alexander Bregman perhaps one of the most outstanding among contemporary Polish journalist in exile. His perceptive observations are based on a recently completed extensive tour of the Federal German Republic, including West Berlin. Mr. Bregman's thesis is cautiously optimistic, and he concludes that is hope for a reconciliation between Poland and Germany in the future.

Indeed, based on the figures cited, it would appear that the number of extreme right-wingers has decreased in the course of the early 1960's. There has occurred simultaneously a "rediscovery" of Poland by the West Germans, with a large number of books appearing recently which in an objective manner portray various aspects of the past relationship between the two countries.

However, there also do exist revisionist research institutes like the notorious *Goettinger Arbeitskreis Ost-deutscher Wissenschaftler* which published pseudo-academic books and pamphlets in large quantities. The associates of such study centers comprise Germans who had formerly lived east of the Odra and Nysa river (Oder and Neisse in German), i.e. in territories which were incorporated by the USSR or taken over by Poland following the Second World War.

This brings up the problem of the border itself which remains unrecognized by Bonn and all other major NATO members, with the exception of France. On this point, there appears to be a significant difference between the government of West Germany and the average citizen. Although the former officially subscribes to the concept of *Gewaltverzicht*, its spokesmen continue to talk about the "right to self-determination" and something completely new,

called *Heimatrecht*, which in actual fact represents a fiction.

In view of situation where every fifth inhabitant of West Germany represents either a refugee or an expellee, however this problem of creating a new mythology could become a powder-keg in theory. The legend of a "refugee vote" apparently continues to influence politicians in Bonn. What are the facts? It seems obvious that the influence of the former *Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten* (BHE) has declined in terms of voter appeal. The BHE failed to obtain the minimum five percent in 1957 for representation in the *Bundestag*. After fusing with the *Deutsche Partei* the two groups appeared under a completely new name (*Gesamtdeutsche Partei*) and won only 871,208 votes or some 2.8% of the ballots in the most recently held elections during September 1961 throughout West Germany.

Despite this obvious weakening of their influence among the electorate, the refugees through their professional organizations continue to have an effect upon government spokesmen who in turn make claims to the 1937 border. One recent example of such a speech to an annual convention of former inhabitants of Pomerania (now *Pomorz* in Poland), took place at Cologne. The minister for All-German Affairs, Ernst Lemmer, was quoted as saying that the goal is "a tolerable arrangement whereby the two peoples [Polish and German] can live together". Just six weeks before, however, Chancellor Ludwig Erhard told a rally of Germans from beyond the Odra-Nysa Line that Bonn could not abandon its "legitimate claim" to its lost Eastern territory.

These allegedly legal claims to the former German areas in the East are not really based upon international law at all. The legal status of Germany at the end of World War Two

europeast bulletin

was founded upon three elements: (1) unconditional surrender, (2) the absence of a legal German government, and finally (3) Allied plans to transform Germany into a democratic and peaceful state. Today, the Polish recovered territories have a population of over seven million, of which only some 900,000 represent indigenous people of Polish extraction who have recovered their national identity after many years of forced Germanization. Poland has fulfilled the tasks assumed at the Potsdam Conference, with the almost total rehabilitation of the area through the investment of funds and manpower into cities and villages that had been largely devastated by the German war-time defense and the man post-war Soviet theft on a grand scale. These territories today contribute about one-third of Poland's gross national product.

What then can the future bring regarding Polish-German relations? The above citer Mr Bregman contends that the traditional enmity between the two nations is a myth. For the Germans historically enmity between the two nations is a myth. For the Germans historically it is France that should be classified as the *Erbfeind*. Today, one is witnessing a reconciliation between the French and the Germans. Why would this not be also possible vis-a-vis Poland?

This brings us to the problem of German reunification which bears a direct relationship to Polish independence and perhaps that of all countries in East Central Europe.

Regarding the future, after the present leadership in the Kremlin has changed it may be possible to bring about a true reconciliation between Poles and Germans. An important characteristic which differentiates West Germany from previous German states is the fact it is an American ally. This fact should play a part in facilitating the reconciliation, given the tremendous reservoir of friendship toward the United States inside of Poland today.

Mr. Bregman points out that there are also several factors which the Polish and German nations hold in common: belonging to Europe, a Western-oriented culture, the heritage of Christianity, and a common ra-

te with the East Germans who have neither freedom nor democracy. He adds that without an independent Poland there will be no united and sovereign Germany. In conclusion, Mr. Bregman hopes that the new ge-

neration is capable of bringing about a reconciliation on the Odra and Nysa rivers similar to that which is currently taking place along the Rhine. This, in turn, will help in the construction of unity for all of Europe.

POLAND AND EUROPE

Aleksander Bregman: Polska i Nowa Europa Poland and the New Europe).

London: Polonia Book fund.

This is a small but important booklet written by a leading Polish publicist and political writer, author of several important books, the most significant of which is the story of the Soviet-Nazi collaboration entitled *The best Ally of Hitler*. The booklet deals first with the Polish contribution to European federalism and then tries to analyze and define Poland's attitude toward the process of integration in which Western Europe is currently engaged.

As a convinced federalist of long standing Mr. Bregman expresses his

eloquent and unqualified support to the process which should also in due time include Great Britain. At the same time, he stresses that Europe does not end on the Elbe river and that no blueprint of European integration would be complete or even satisfactory unless East-Central Europe is also taken into consideration as a potential wing of an all-European edifice. The Czechoslovaks and the Hungarians, the Poles and the Romanians are as much Europeans as the Belgians, the French or the British.

Of course, Mr. Bregman, a realistic political writer, is perfectly aware that, for the time being, there is no chance of countries participating in the work of European integration progressing slowly, and sometime painfully, and yet inexorably, in the West. But, he argues, future is unknown and provisions should be made for all contingencies. A symbolic gesture, *f. in.*, leaving in the European parliament a place reserved for the now captive East-Central Europe would be a good move which would inspire hope in the hearts of the peoples now deprived of their freedom of expressing their wishes. Another move which would help, would be to allow the emigrés from area to join expanding European Civil Service, and thus, to a limited degree, allow them to shape the destinies of Europe. Granting them European passports would also help by stressing the indestructible unity of the Continent.

The book is small in size but rich in content and, as most things coming from under the pen of this talented writer, is persuasively, and occasionally even brilliantly argued, as *f. in.* the author's analysis of General de Gaulle's concept of Europe from the Atlantic to the Urals.



The modern way to run the gauntlet,
Ludas Matyi (Budapest)

M.K. Dziewanowski

POLAND

HUNGER FOR LUXURY

The grayness of Polish life is described in the Cracow literary weekly *Zycie Literackie* which cries out for "sinless luxuries."

WE ARE LIVING in a strange country—a funless country. In a country where no one produces fun and no one sells fun... Some proof? Let us hold a mirror up to life, namely a copy of the daily newspaper, and look at the ads. There are small ads offering us the following possibilities: Employment. Study: English, German. Purchases: polyethylene, a house for 100,000 zlotys. Lodging: university students looking for rooms. Personal: summer holidays for children in a private home. Services (our hopes rise): immediate TV repairs: renting wedding dresses; prophylactic jelly—now that might come close to fun, but it is a special subject.

Now let us look at the editorial pages of the same daily. What can we read about the fun around us? "A cup of coffee is more expensive in Warsaw than elsewhere for a foreign tourist, twice as expensive as in Athens or in Lisbon." On the last page of the same paper we read: "The bench-studded square between the Central Station and the Palace of Culture is undeniably the smallest area in the world where one can be beaten, cursed up and down, kicked to the ground, and spat upon in the shortest period of time..."

How about future prospects? The same page informs us: "It is expected that by 1970 laundries will satisfy 15 to 20 percent of consumer needs. This is a lot compared to the present of consumer needs. This is a lot compared to the present six percent, but in actual figures and in comparison with demand—very little. It is expected that in five years as many as 50 percent of all automobiles will be serviced by repair stations. It is also expected

that by 1970 there will be at least three gas stations open around the clock..."

The editorial comments on the above information: "We are hoping that the newly-developing services will dispel the nightmare of waiting lines, unhonored deadlines, and categorical statements such as: "Do you think yours is the only TV set in the world?" "The editors of *Zycie Warszawy* seem to be incorrigible optimists.

A reward to anyone who can point out to me in the Polish press even the trace of an ad, of a news item, or anything at all suggesting to the reader or to the radio listener that there exists in Poland an institution, a cooperative, an office, a board or anyone who would offer to this listener or reader this or that pleasure, this or that convenience in life.

Something of Taste

Now readers will attack: "You have picked out the gloomiest aspects both of the paper and of life, you fail to mention Orbis and half a dozen other tourist agencies offering us trips. You fail to mention vacations at half price—which the state pays for—nor do you mention theaters, cinemas and circuses." True. I do not mention Orbis trips, because they are within the reach of very few, and those who do take advantage of the opportunity could say much about the treatment they receive at the hands of that illustrious office.

I do not mention automobiles, this great experience of the 20th century, because, under our conditions, the possession of an automobile is an endless worry. Nor do I mention workers' holidays. Haven't you noticed how the prices have gone up and the vacations decreased?

But I have omitted these things chiefly because I have in mind e-

veryday life and not "special events." I have in mind the overall climate surrounding "the problem of fun in the first year of the third decade of People's Poland."

But you cannot go to a night club for a glass of wine without disrupting your budget, you cannot take a nice trip out of town on a Sunday without owning an automobile, you cannot indulge in tasteful clothing or satisfy some other desire. You do not have the right to "sinless" luxury. And yet man hungers for it, there is something in his character which demands things out of the ordinary. You may like it or not, but unless you hold as an ideal a nation dressed in identical suits, eating an identical menu with centrally planned spoons at a centrally appointed time, you must take these desires into consideration. People need a range of possibilities. The point is that every raise in income, even a slight one, should offer a man something which was out of reach before.

When I read newspapers from the years before World War II or World War I, I could weep. I have the same feeling when I read any foreign publication. They try to convince me in a hundred ways that the Luxbeard razor not only shaves painlessly but that the "World at your doorstep" radio set is not only unusually selective, not only offers you contact with the whole world, but also has a tone which turns listening into rapture. One gets the impression that there exist in that far-off world thousands of people whose only aim in life is the creation and supply of fun for their compatriots. It is probably this which leads hundreds of citizens of People's Poland to second-hand stores selling imported goods where one can buy—what, actually? Objects. Yes, that, but above all one can buy the pleasure of possessing something, pretentious of offering not only utility but, something created with the theatrical taste.

(Chiappelli: *IL TEMPO* - Rome)

TO SIBERIA

Am I praising the capitalist West? Naturally I haven't forgotten that the cynical tradesman who offers dozens of fabrics to the customer in the hope of selling him a couple of yards of one is dishonest, and will vanish the minute the customer leaves the store. I haven't forgotten that the waiter serving us at a table and trying to make our stay in the restaurant more pleasant with his every gesture is actually a cynical guy, waiting only to grab our money, etc. But who cares, if he offers us pleasure? . . .

There is something deeply humiliating about this situation. How do we treat ourselves here in our own country? Why are we second-class citizens? . . . Are we still too poor a nation to afford "luxuries"? The only valid explanation seems to be that the producer ignores the public, and the other way around.

If You Have The Money

The monopoly-holding producer does not wield power over everybody. If you have money, you can laugh at him. You can buy your way into second-hand shops, into the elegantly appointed—another telling detail—foreign currency shops of the Polish Bank. It is no secret that one need not have been sent foreign currency by rich relatives abroad to buy stuff there. Dollars or dollar coupons can be bought at will (I can give you good addresses) if only you have the money—a good deal of money.

Thus there is a second aspect to the problem of fun. How many people in Poland can make lots of money without breaking the law? Five thousand, 10 thousand? How about the remaining 98 percent? They live, of course. They do not starve. They

can raise children, of course, watch TV and listen to the radio.

And what is the reality? Raises are figured a couple of dozen zlotys, or a best in a couple of hundred. What can you buy for less than 100 zlotys? What services can you get? Ordinary shoes cost 200 to 300 zlotys. Comfortable shoes 600 to 700. Imported ladies slippers in a second-hand shop are at least 1,000 zlotys. There is a yawning chasm between the everyday grayness and the out-of-the-ordinary occasion . . .

I could go on writing, citing nonsense after nonsense, advantage after advantage from the past or from over the border but—what's the use?

To close on an optimistic note, I suggest a walk. On foot. It's within anyone's reach, cheap and healthy. It may even be fun. See you there!

HUNGARY

THE ROLE OF PRIVATE PLOTS

More than a third of Hungary's livestock is privately produced, although most of the land has been socialized. A government-sponsored conference of agricultural experts recently agreed that it would be a "grave mistake" to forget the importance of private initiative. From *Nepszabadsag* (Budapest).

THE IMPORTANCE of the production of private plots is still not acknowledged everywhere. Quite often, in seeking to defend socialist objectives, some persons express the opinion that the private plots ought to be cut back or dissolved. With the best of intentions, such opinions and attitudes are very harmful. Last year the private plots contributed to the central reserves, which ensure the food supply for the population, the following quantities of produce: 2,891 carloads of pork, 6,336 carloads of beef, 1,050 carloads of poultry, 2,752,000 hectoliters of milk and 300 million eggs. In addition, large quantities of foodstuffs produced on the private plots were consumed by family members. According to official data, last year over 2,600,000 pigs were fattened and slaughtered on the private plots.

Even today 34 percent of Hungary's stock of pigs and 36 percent of her cattle are raised on the private plots. As for poultry, 88 percent still belongs to private plots and so-called supplementary farms. It is obvious that the people's economy absolutely needs the livestock and produce provided by the private plots.

It would be a grave mistake to ignore these facts and to leave unexploited all the livestock, labor force, waste fodder and other potentials which the private plots provide without any special investment. The overwhelming majority of contributors to the conference emphasized

this point. Many persons added that from the point of view of the income of cooperative members and of their complete familiarization with the idea of collective farming, private-plot agriculture is of immense importance.

The participants in the conference called attention to the fact that private-plot farming does not affect large-scale investments in any way, because there is no question of erecting new buildings on the private plots to be financed by the state or the collective farms. Not should the cultivation of private plots be at the expense of the development of common farming. The private task is still to turn the farmers' coope-

ratives into up-to-date, large-scale agricultural enterprises within the shortest possible time. We cannot allow even a single cooperative stable to stand empty just because the members prefer to breed livestock on their own....

There are also cooperative members who do not do as much work on the common farm as they could. But it would be a grave error or would reflect unfamiliarity with the real situation, if we gave the existence of private plots as the exclusive or primary reason for such lags. There are good and tested methods for coordinating work organization, income distribution and private-plot farming...

A MODEL TO FOLLOW

The farmers' cooperative in the village of Baska offers an excellent example of the high level at which private-plot production can be organized. In this cooperative, a special agronomist was employed to give expert guidance on private plots. From the time of plan preparation to the sale of goods, calculations are based on the whole cooperative area, the entire livestock of the village, as well as on objectives which can be attained jointly. Cooperative members in this village know that the great bulk of the produce appearing on the private plots is derived, in fact, from the common farm. Everyone knows that it is not possible to keep and fatten all the animals on the private plots with the produce of the private plots. It is natural that the fodder required for the livestock on the private plots be earned by members by work units or in other ways. And a good thing it is, too. Cooperative members in the village of Baska undertook lar-

ge-scale poultry breeding. They did not have sufficient means to erect modern buildings and, therefore, decided to utilize the various accommodations standing vacant in the farmyards...

The conference devoted considerable time to the private-plot committees. Not every farmers' cooperative has set up such a committee. It also became clear during the course of discussions that the responsibilities and the role of the private-plot committee are not always clearly understood. According to some people, the task of this committee is to help the various producing and purchasing companies to fulfill their plans... But the true task of the private-plot committees is to help coordinate in the best possible manner, the interests of the common farms and private plots and to promote the viewpoint that production of the common farms and of private plots is a homogeneous matter...

Exportation, clé de la richesse d'un Etat moderne

Par JACQUES HEBRARD

Exporter, pour un Etat moderne, c'est investir, c'est s'enrichir.

Cette formule de l'économiste anglais Keynes date de plus de trente ans, mais elle pourrait s'appliquer, aujourd'hui, aux politiques commerciales de très nombreux pays industrialisés ou non.

Elle pourrait inspirer aussi bien les orientations définies récemment par les nouveaux organismes des Nations-Unis, créés pour promouvoir le commerce international et le développement économique.

En fait, pour tous les pays, l'expansion du commerce extérieur, et par conséquent des ventes à l'étranger, est devenu l'un des tous premiers facteurs du développement économique; d'ailleurs, les échanges internationaux ne progressent-ils pas plus rapidement que la production mondiale elle-même?

Cette nécessité de l'effort exportateur, contrepartie d'un accroissement des achats à l'étranger, a été bien comprise en France.

Un mot d'ordre:

exporter

Pourtant, en dépit de son rang de quatrième puissance commerçante du monde, les structures de son économie autant que les traditions historiques et celles du caractère national, ont empêché jusqu'ici la France de tenir la place qui aurait dû être la sienne sur les marchés mondiaux. Par rapport à ses voisins européens, ce pays ne consacre encore qu'une partie insuffisante de son activité économique, au commerce extérieur.

Mais la période de libéralisation des échanges, ouverte il y a vingt ans et qui s'est concrétisée notamment par la création du Marché Commun européen, ainsi que la volonté des jeunes chefs d'entreprise français de rejeter le protectionnisme et d'affronter, partout où elle se présente, la concurrence internationale, ont eu pour heureuse conséquence de faire connaître les produits français sur des marchés de plus en plus nombreux, de le y faire apprécier, et de les y imposer.

C'est ainsi qu'on sait aujourd'hui mieux qu'autrefois que les Français ne sont pas seulement les plus qualifiés pour ce qui con-

cerne les parfums, la mode, la peinture ou les bons vins, mais aussi qu'ils savent construire chez eux et ailleurs, exporter des usines, des avions, des navires ou des voitures, dont la finition, la qualité, la robustesse et la ligne sont comparable pour le moins aux productions de leurs concurrents.

Cette évolution ne fait que traduire, en réalité, le changement dans l'état d'esprit qui s'est produit récemment dans les milieux économiques et les pouvoirs publics français. Ainsi, pour la seule année 1965, on a vu une campagne systématique pour la promotion des exportations être lancée en direction des chefs d'entreprise, dans toutes les régions. Des mesures ont été prises, d'autre part, en matière de crédit pour les ventes de gros équipement, d'emprunts et de fiscalité et en vue de renforcer l'implantation commerciale française à l'étranger. Les techniques administratives et financières dont peuvent maintenant user les chefs d'entreprise français, valent celles des principales nations commerçantes.

Cet ensemble de mesures vise à réaliser des objectifs qui sont précisés dans le Plan de développement économique et social, entré en application en janvier dernier et qui s'achèvera en 1970. Il s'agit d'abord d'établir un équilibre constant de la balance commerciale, et de faire progresser les exportations au rythme de 10% par an (contre 6,5% de 1950 à 1960). A plus long terme, il s'agit d'inciter 30 à 40% du total des entreprises françaises à consacrer une part de leurs activités à l'exportation alors qu'actuellement les quatre cinquièmes des ventes française à l'étranger ne sont réalisées que par 4.000 entreprises.

Quelques chiffres

Le mot d'ordre de l'économie française est donc: exporter et l'on peut affirmer qu'en 1965, il a été suivi, puisqu'on a vu la balance commerciale retrouver le quasi-équilibre qu'elle avait perdu deux ans plus tôt, et que la progression des exportations a été plus forte que celles des importations.

Le taux de couverture des importations françaises par les exportations à été, l'an der-

nier, de 96%: 51,058 milliards de F. à l'achat, et 49,633 milliard à la vente. Cela équivaut à une situation d'équilibre lorsqu'on sait que, par suite de la différence des modes de calcul des importations et des exportations, un taux de couverture de 90% environ signifie une balance commerciale équilibrée. Le taux de couverture de 1963 avait été de 93%, celui de 1964, s'était fixé à 89%, ce qui traduisait des déficits chiffrés de 31,138 et 5,311 milliards respectivement, contre 1,340 milliard en 1965.

Toutefois, ce qui est peut-être plus important que cet équilibre retrouvé, c'est le net accroissement, d'une année sur l'autre, des exportations: 5,2 milliards de F., alors que les importations n'augmentaient que de 1,3 milliards.

Balance excédentaire avec l'Europe, déficitaires ailleurs

Cette évolution globale est favorable; elle ne doit pas masquer pourtant une évolution intéressante des structures, en ce qui concerne la hiérarchie des pays clients et fournisseurs et les catégories de produits.

Tout d'abord, si les échanges de la France avec les pays de la Zone Franc, (les trois états du Maghreb, les quatorze états africains au sud du Sahara, et plusieurs petits territoires et départements d'outre-mer), restent équilibrés, avec un taux moyen de couverture de 104% favorable à la France, on doit noter que celle-ci commerce de moins en moins avec ces pays, au profit des pays étrangers.

Face à la concurrence internationale

L'analyse de l'évolution des échanges par grandes catégories de produits est moins frappante, que l'analyse par groupes de pays. D'une année à l'autre, les structures des achats et des ventes n'ont en effet que peu varié.

A l'importation, à l'exception des produits énergétiques et des produits bruts, on peut dire que toutes les catégories de produits ont progressé, l'an dernier. L'expansion a été générale aussi à l'exportation, sauf pour les biens de consommation. Elle a été particulièrement importante pour les demi-produits et les biens d'équipement destinée à l'industrie. Ces dernières catégories de produits étant parmi les plus typiques du degré de développement d'un pays industrialisé, on doit noter que les produits finis représentent 42% du total des exportations fran-

çaises, contre 34,8% aux importations, et les produits demi-finis 31% contre 24%. La progression en une année pour les exportations des premiers, a été de 18,4% et, pour les seconds, de 18%. Le même taux de progression a été enregistré pour les ventes de biens d'équipement. Ce sont là les trois plus forts pourcentages de 1965, par grandes catégories.

La place prépondérante qu'occupent les pays étrangers dans la hiérarchie des clients et fournisseurs de la France résulte de la création de la Communauté Economique Européenne. De ses cinq partenaires de la CEE, la France importe 45% du total de ses achats à l'étranger (19,832 milliards); vers eux, elle a dirigé 48,7% de ses exportations (soit 20,321 milliards). La balance France-Marché Commun de 1965 a fait ressortir un léger excédent qui s'est retrouvé en partie dans le solde des échanges France-Allemagne — le bond des exportations françaises vers ce pays qui est le premier client et le premier fournisseur de la France, ayant été de l'ordre de 25% l'an dernier.

Vis-à-vis des sept pays membres de l'Association Européenne de Libre Echange (A.E.L.E) et du reste de l'Europe, la balance commerciale française a été aussi excédentaire, en 1965 (respectivement 2,058 et 1,684 milliards de F).

En revanche, le déficit est la règle pour ce qui concerne les échanges entre la France et le reste du monde, qu'il s'agisse de l'Afrique (—334 millions), de l'Amérique du Nord (—2,544 milliards), de l'Amérique Latine (—564 millions), de l'Asie (—1,890 milliards) de l'Australie et de l'Océanie (—760 millions).

Ces observations permettent cependant de situer les régions du monde vers lesquelles un effort commercial à long terme devrait être maintenu par les firmes françaises: les marchés d'Amérique du Nord, ceux des pays européens de l'A.E.L.E et de l'Est (en faveur desquels le régime des échanges a été libéralisé), et les marchés en voie de développement, y compris la Chine, où les ventes de produits industriels français ont triplé en un an.

Les plus importants succès à l'exportation ont été obtenus en 1965 par l'agriculture (lait, fruits et légumes), par la construction électrique (17%), les industries chimiques (17,2%), parachimiques (12,5), de matière plastique (20), textile, automobile, aéronautique, spatiale, ecc...

Le bilan 1965 du commerce extérieur français est satisfaisant; mais diversifier les

CONSEIL DE L'EUROPE ET NATIONS UNIES

Dans ce numéro et les suivants nos lecteurs trouveront des extraits du discours prononcé par M. U Thant, secrétaire général des Nations Unies, le 3 mai dernier devant l'Assemblée Consultative Européenne réunie pour sa 18ème session.

Pour les deux organisations, un fossé subsiste encore entre les idéaux qui ont inspiré leur fondation et la réalisation pratique de ces idéaux. Il existe, malheureusement, une tendance fréquente à juger les organisations internationales en fonction des résultats immédiats plus que de l'accomplissement régulier de leurs fins profondes ou de l'importance de ces fins eu égard aux problèmes fondamentaux qui se posent à l'humanité. Mais les organisations internationales, préoccupées de l'avenir ne peuvent fonctionner et parvenir à maturité que si l'on enregistre un progrès constant sur la voie d'une large acceptation et d'un respect effectif des principes fondamentaux qu'elles sont tenues de servir. Le plus souvent, ce progrès est lent et n'est ni facile à remarquer ni, en général, particulièrement spectaculaire. Néanmoins, si nous voulons faire preuve du sens des réalités lorsque nous portons un jugement sur la vitalité et la valeur de nos organisations, il nous faut, de temps à autre, essayer à la fois de déterminer dans quelle mesure les idéaux sur lesquels elles reposent sont acceptés dans la pratique et examiner objectivement leur incidence sur les problèmes majeurs de notre époque.

L'objectif premier du Conseil de l'Europe est de réaliser une plus grande unité parmi ses membres et le but de cette unité doit être d'aider à assurer à l'ensemble de l'Europe une place stable et importante dans le monde. L'Assemblée Consultative, qui est une innovation en matière d'organisation internationale, représente la première tentative faite pour projeter sur le plan internatio-

(suite de la pag. 12)

clients et fournisseurs, diversifier les produits suppose un effort tenace et constant, étalé sur plusieurs années. Certes, cet effort s'impose de lui-même par le fait que l'économie française doit s'intégrer peu à peu dans l'actuel mouvement de libéralisation des échanges mondiaux. Mais il sera d'autant plus profitable et durable que le renouvellement de l'état d'esprit français, amorcé au moment de la mise en oeuvre du traité du Marché Commun, s'étendra à de nouveaux milieux, dans le temps même où la concurrence internationale devient l'un des facteurs-clé de toute activité économique.

nal le principe de la participation parlementaire aux affaires publiques, indépendamment des gouvernements eux-mêmes.

Le rôle de l'Assemblée en énonçant et exprimant les aspirations des peuples de ses Etats membres et en maintenant le contact avec l'opinion publique européenne constitue une expérience de grande importance si nous devons étendre les principes et les pratiques de la démocratie représentative aux affaires internationales ainsi qu'il nous faut, me semble-t-il, nous y employer sans relâche.

Les réalisations impressionnantes du Conseil de l'Europe

A l'O.N.U., nous avons suivi avec une attention et un intérêt particuliers les réalisations impressionnantes du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales pour tous.

Vous avez créé des rouages qui répondent aux besoins de votre région, la Commission des Droits de l'Homme et la Cour Européenne des Droits de l'Homme. De la sorte, vous avez de manière éminemment utile montré la voie aux autres régions du monde et avez donné une suite concrète aux initiatives d'ensemble de l'O.N.U.

Cette oeuvre de précurseur accomplie par le Conseil de l'Europe présente un intérêt particulier pour ceux d'entre nous qui travaillent dans des organisations mondiales, car si l'on peut mettre ces idées en pratique dans une région du monde, il sera peut-être plus facile de les appliquer progressivement aux affaires de l'ensemble du monde.

Il n'est pas surprenant que ces initiatives extrêmement importantes aient été prises en Europe. L'Europe a été à l'avant-garde de tant de réalisations et de préoccupations de l'humanité! Nombre des idées et des concepts politiques dont nous nous inspirons, ou cherchons à nous inspirer, sont d'origine européenne. Le génie de l'Europe a grandement contribué à l'élaboration des concepts de liberté, de justice et d'autodétermination, au règne du droit et à la théorie et à la pratique du gouvernement représentatif. Ce sont aussi les principes fondamen-

taux sur lesquels les gouvernements essaient d'édifier un nouvel ordre mondial par l'intermédiaire de l'O.N.U.

En même temps, nous ne devons pas oublier que l'horreur éprouvée devant les deux grandes guerres mondiales, l'une et l'autre d'origine européenne, ont motivé et suscité la fondation de la Société des Nations et de l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, l'élément sombre de l'histoire de l'Europe a contribué lui aussi de manière décisive au développement d'institutions mondiales.

Les manifestations historiques de la vitalité et du génie européens

D'autres manifestations historiques de la vitalité et du génie européens ont profondément empreint notre monde actuel. La révolution industrielle et technique, qui a fait d'abord de l'Angleterre, puis de l'Europe, l'atelier du monde, est à l'origine, directe ou indirecte, de beaucoup de grands problèmes aussi bien que des grandes possibilités en face desquelles nous nous trouvons aujourd'hui.

La liquidation progressive du colonialisme européen a eu une immense influence sur l'équilibre des forces politiques dans le monde et sur les vingt premières années d'existence de l'O.N.U. En fait, bien des situations critiques avec lesquelles l'O.N.U. a été aux prises au cours de ces vingt années, de même que la situation actuelle au Viet-Nam qui assombrit maintenant tous les aspects de la coopération internationale, sont, d'une façon ou de l'autre, les séquelles du colonialisme.

Il est bien évident que l'évolution intervenue dans les alignements politiques mondiaux au cours des deux dernières décennies a eu de grandes répercussions pour l'Europe. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, nous avons vécu une période d'ajustement — ajustement à de nouveaux concepts, à de nouveaux dangers et à de nouvelles possibilités. Un ajustement opéré avec imagination et un regain de vitalité constituait une nécessité pour l'Europe épuisée et brisée de 1945. Qu'elle fût la charnière — et à un moment même l'objet — de la lutte entre l'Est et l'Ouest a peut-être, loin de l'empêcher, stimulé la renaissance et l'unité de l'Europe elle-même. Nous avons ainsi assisté au relèvement politique et économique d'un continent qui, fort de la sagesse que lui a enseignée son passé agité, contemple résolument l'avenir. Une série d'innovations radicales en matière d'organisation politique et économique internationale, dont le Conseil de l'Europe, découle et croît du postulat fondamental de

l'unité européenne. Le succès de ces entreprises hardies est aujourd'hui d'importance capitale non seulement pour l'Europe elle-même mais pour l'ensemble du monde, notamment — et ce n'est pas la moindre raison — parce qu'elles peuvent, à mon sens, jouer un rôle de plus en plus essentiel dans l'effort constamment déployé à l'O.N.U. pour combler les fossés politique, économique et social qui divisent le monde et font peser sur lui la redoutable instabilité actuelle.

Quelques tendances positives se sont dégagées de l'évolution rapide et profonde des vingt dernières années. Le nombre des Etats membres de l'O.N.U. a plus que doublé. L'équilibre mondial s'est déplacé et continue de se déplacer de façon imprévisible, mais, dans l'ensemble, il se manifeste un esprit vivifiant qui combine le souci de l'indépendance et la conscience de la nécessité d'une coopération internationale. Le non-alignement a crû, lui aussi, de façon sensible, à la fois en tant que force et en tant qu'attitude à l'égard des problèmes internationaux. La lutte même entre l'Est et l'Ouest, qui avait dominé la fin de la période 1940-1950 et les années 1950 à 1960, s'est atténuée et manifeste une tendance à se résoudre dans des rapports plus constructifs, encore qu'à cet égard également, la guerre du Viet-Nam constitue un énorme obstacle. Il semble y avoir parmi toutes les nations un désir réel et de plus en plus vif de voir régler pacifiquement les différends et les divergences et de voir instituer un dispositif sûr qui garantisse ce règlement pacifique. On porte aussi un intérêt nouveau et extrêmement vif à des plans mondiaux d'amélioration économique et sociale, et il faut espérer que, bientôt, des ressources plus adéquates viendront étayer ces plans. Bien que les progrès en matière de désarmement aient été péniblement lents, l'effort se poursuit et certains indices montrent que l'horreur de plus en plus forte que tous les gouvernements et tous les peuples éprouvent à l'égard de la guerre conçue comme instrument de politique commencera peut-être à avoir des résultats pratiques. Tous ces faits ont tendu à transcender les intérêts purement régionaux et à mettre en lumière la nécessité de relations plus étroites avec l'Organisation des Nations Unies, dont les responsabilités sont universelles et s'étendent au monde entier. C'est à cet égard que je voudrais parler brièvement des rapports entre le Conseil de l'Europe et l'O.N.U.

Le Statut du Conseil de l'Europe dispose que la participation au Conseil ne porte en rien atteinte à la façon dont ses membres collaborent aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et, étant donné les nobles objectifs du Conseil, il ne paraît guère y avoir lieu de craindre que ses activités se révèlent

d'une manière ou d'une autre incompatibles avec celles de l'Organisation des Nations Unies. Dès 1951, les secrétaires généraux des deux organisations sont convenus d'une méthode de coopération, et, depuis, les deux organisations ont coopéré de façon continue sur le plan technique, dans bien des domaines. Dans le domaine des Droits de l'Homme dont j'ai parlé, par exemple, je suis heureux de noter qu'entre les travaux que vous accomplissez ici et les travaux de l'Organisation des Nations Unies, un lien n'a cessé d'être maintenu, sinon au sens formel, du moins — ce qui est plus important — au sens spirituel et profond. Votre Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome en 1950, mentionne expressément la déclaration universelle des Droits de l'Homme, que l'Assemblée générale a proclamée le 10 décembre 1948, et constitue, pour reprendre les termes mêmes de ses auteurs se sont servis, les premières mesures propres à assurer la garantie collective de certains des droits énoncés dans la déclaration universelle.

La fondation du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a été fondé à une époque où les espoirs d'universalisme et d'un esprit nouveau de coopération entre les nations du monde qui avaient inspiré la Charte des Nations Unies, se trouvaient amoindris par les tensions de l'après-guerre et où, par suite, le crédit de l'Organisation des Nations Unies était assez bas. Depuis, la vitalité et l'activité renouvelées de l'O.N.U. n'ont aucunement diminué l'importance des buts proclamés du Conseil. Le Conseil de l'Europe était, certes, très différent par sa portée et nature de certaines autres organisations régionales, mais il est encourageant de noter les rapports croissants qu'il entretient avec les pays d'Europe orientale, qui ne sont pas membres du Conseil. Ces dernières années, on en est venu plus nettement à considérer que les organisations régionales complètent l'Organisation mondiale plutôt qu'elles ne s'y substituent. Au service d'intérêts régionaux pacifiques, elles deviendront aussi de plus en plus je l'espère, des piliers sur lesquels pourra être fermement édiflée la structure plus vaste de l'ordre mondial, sans les réserves que l'on jugeait parfois nécessaires il y a 16 ans. Les travaux des organisations régionales et ceux de l'Organisation des Nations Unies, loin de se faire concurrence, doivent aller de pair. De plus, il me semble que dans un monde qui vit de façon si dangereuse, nous devons tous être constamment sur le qui-vive pour éviter tout acte ou toute politique qui seraient des facteurs

de division plutôt que d'union dans les relations entre les peuples et entre les nations.

Face à des problèmes et à des perspectives toujours plus vastes, nous devons d'urgence nous employer à susciter parmi les gouvernements et parmi les peuples une manière de voir qui permette d'envisager l'avenir avec courage et imagination et qui soit moins préoccupée de l'héritage du passé. Le monde où nous nous trouvons et le milieu en voie d'évolution rapide dans lequel nous vivons exigent un changement fondamental des attitudes nationales, qui, seul, peut nous permettre de mettre à profit, dans l'intérêt de tous, nos plus grandes réalisations, au lieu de nous laisser dominer, et même menacer, par nos réalisations les moins admirables. Pour ce qui est de refaçonner ces attitudes, le Conseil de l'Europe et son Assemblée Consultative peuvent avoir un grand rôle à jouer.

Il est impensable qu'il nous faille une troisième guerre mondiale pour apprendre comment vivre côte à côte les uns les autres sur cette planète si richement dotée, mais, parfois, les événements qui se produisent dans le monde semblent indiquer que nous sommes engagés dans cette voie. Nous avons donc désespérément besoin d'amener les forces de l'opinion éclairée à influencer fermement sur les problèmes qui menacent, ou risquent de menacer un jour, le bien-être de tous.

Si nous ne voulons pas nous laisser glisser impuissants vers la catastrophe totale, ou même vers ces calamités moindres que notre négligence pourrait nous amener à subir, un effort conscient est nécessaire, non pas seulement de la part de quelques hommes clairvoyants et remarquables qui luttent au milieu de l'apathie et de l'indifférence de la majorité, mais de la part de peuples tout entiers que leurs dirigeants et leurs gouvernements amènent et encouragent à se tourner vers l'avenir plutôt que vers le passé. La liberté et la prospérité pour quelques-uns ne suffisent plus. Nous devons aussi essayer de saisir et d'orienter notre destin.

Dans cet effort, le rôle d'harmonisation qui est celui de l'Organisation des Nations Unies, et qui constitue aussi un aspect important de l'oeuvre du Conseil de l'Europe, est essentiel à la paix future du monde. Si l'effort que nous poursuivons pour harmoniser les actes des nations pouvait être plus étroitement concerté, l'efficacité des deux organisations, sur le plan de l'avenir, pourrait être considérablement renforcée. Une telle action concertée est nécessaire, de toute évidence dans les activités d'ordre économique et social, mais je suis convaincu qu'elle s'impose aussi pour les grands problèmes politiques qui influent sur la paix et la sécurité du monde et qui touchent de plus en plus toutes les nations.

(A suivre)

A travers l'Europe et le monde

minimum

Giovanni Omiccioli et
l'Ecole romaine de peinture



OMICCIOLI
vu par Nina Batalli

Une exposition de dessins à la galerie « Astrolabio » de Rome résume plus de trente années de la carrière du peintre italien Giovanni Omiccioli, dans une vaste retrospective.

Artiste bien connu dans le monde entier (ses œuvres se trouvent en Amérique, en U.R.S.S et dans plusieurs grands musées d'Europe), cette exposition de dessins permet de pénétrer plus avant dans la compréhension du peintre: c'est à partir de ces dessins que l'artiste romain construit son fascinant univers où les fleurs, la mer, les mélancoliques faubourgs citadins baignent dans la chaude, humaine atmosphère d'une couleur à la fois sensuelle et

spirituellement triste mais toujours intensément poétique: comme si les rouges et les bleus, les gris lumineux se dépeupillaient de leur signification purement chromatique pour exprimer l'émouvante et tendre nostalgie d'un cœur.

Applaudissons ce peintre qui a su rester fidèle à lui-même au milieu des innovations plus ou moins révolutionnaires des avant-gardes qui font sensation mais qui passent.

Omiccioli écrivit il y a quelques années à l'occasion d'une de ses expositions: « *La peinture n'est qu'une: et par peinture j'entends celle qui laisse dans la mémoire un souvenir ineffaçable, des traces tendres ou amères* ».

Après la disparition de Scipione et Mario Maffai, l'« Ecole romaine » a gardé un de ses chefs les plus brillants en la personne de Giovanni Omiccioli.

Les courses de
l'amitié

La Russie se voyant menacée de perdre ses peuples "satellites" (en compensation il est vrai, elle entoure notre globe de satellites artificiels...) a organisé à Moscou une orgie de courses de plat toutes consacrées aux "amitiés" destinées sans doute à remplacer les "vasselages": amitié soviéto-bulgare, soviéto-hongroise, soviéto-allemande de l'Est, soviéto-mongole, soviéto-polonaise, soviéto-roumaine, soviéto-tchécoslovaque.

Bien entendu rien ne différencie les pur-sang des Républiques Populaires, de ceux des Pays capitalistes. Mais le public de la Begoeiva n'a rien de commun avec celui de Lon-

gchamps ou d'Epsom, si ce n'est l'aristocratique amour du cheval.

Si bien qu'une spectatrice coiffée du chapeau à fleur de rigueur à Ascot a plongé les turfistes en pullover dans la plus grande stupéfaction. Du reste les courses de chevaux deviennent pour les moscovites, outre un spectacle sportif, une excellente leçon culturelle car certains avaient relu Tchekov pour savoir comment s'équiper en la circonstance et arboraient fièrement casquettes gris clair et canotiers Belle Epoque. Autre reminiscence très "fin de siècle", les moustaches du maréchal Boudienny, sabreur réputé pour les charges furieuses qu'il menait autrefois en caleçon tant était grande son ardeur au combat, et qui, sans doute à ce titre de personnage romantique, avait été convié dans la tribune d'honneur.

En l'absence de journaux spécialisés, et de bookmakers, les paris sont aventureux, mais de sympathiques "baba" glissent les bons tuyaux dont on se demande la provenance: en Russie le secret fait toujours partie de la vie, de la politique comme du plus innocent passe-temps.

La voie de
l'Europe unie

Ce n'est pas celle de certains journalistes "européens" qui ne manquent pas de proclamer leur attachement à la cause commune tout en adoptant le ton de ces vieilles filles de province aigries par la jalousie qui dénigrent leurs rivales plus fortunées. Ainsi peut-on lire dans un quotidien italien que le ministre fran-

çais des anciens combattants a proclamé "ingénuement" lors de la commémoration de Verdun, à la fin de mai, que cette bataille "fut la dernière que la France a gagnée seule".

On ignorait que la sincérité fût synonyme d'ingénuité. Ceci dit combien sont-ils les pays d'Europe qui ont gagné "seuls" des batailles?

Toujours à propos
d'union

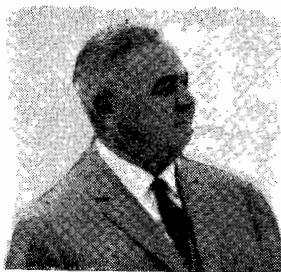
Du reste l'hostilité que certains esprits timorés éprouvent d'instinct pour la forte personnalité du général de Gaulle est parfois reversée sur la France. Un autre journal italien écrit que celle qui fut "la bien aimée entre les nations" souffre de ne plus l'être. Suit une cascade d'arguments expliquant pourquoi personne n'aime plus la France, pays vieilli, déchu qui se console des ses déboires en obéissant à un vieillard. Nostalgiquement tournée vers un passé irrémédiablement révolu, la France n'a plus qu'une vieille intelligence, un art décadent, un goût suranné qui la poussent à s'accommoder d'un chef aussi sénile qu'elle-même. On se croirait revenu aux années d'or du fascisme qui protégeait jalousement la jeune innocence de son peuple, en fermant ses frontières aux influences délétères du peuple "dégénéré" qui cultivait au delà des Alpes son art décadent, sa littérature immorale, sa politique corrompue, pour les ouvrir aux sains apports du nazisme.

Mais quand donc les Européens cesseront-ils de jouer aux frères ennemis?

La belle langue
de mon siècle

Chaque époque a ses mots-clés qui en disent plus long sur son goût, sa psychologie

et ses tendances que de profondes analyses historiques. Nous avons les sigles (technique), l'intégration (besoin d'union), la dissuasion, la recherche de marché (consommation à outrance), le pop art et le tourisme « de masse » (qu'ils sont laids les mots de notre société populaire), et naturellement la justice sociale! Au siècle dernier où l'on se souciait de fraternité un peu à tort et à travers, Baudelaire, poète-philosophe et critique d'art de goût très fin, avait eu un mot cruel; il écrivit à propos de la solitude, en 1855: « Presque tous nos malheurs nous viennent de n'avoir pas su rester dans notre chambre — dit un autre sage, Pascal, je crois, rappelant ainsi dans la cellule de recueillement tous ces affolés qui cherchent le bonheur dans le mouvement et dans une prostitution que je pourrais appeler fraternelle si je voulais parler la belle langue de mon siècle... »



Mr. J.G. Maurer

Petite histoire de
la rébellion de Bucarest

Le gouvernement de Bucarest a plongé dans l'embaras les autres Pays de l'Est vis-à-vis de Moscou. L'Union Soviétique ne peut pas applaudir à la rupture nationaliste de de Gaulle par rapport

au bloc occidental et repousser en même temps une initiative analogue à l'intérieur de son propre bloc.

Les requêtes roumaines commencèrent au début sur le terrain économique. Le COMECON avait projeté de réduire la Roumanie au rôle de fournisseur de produits agricoles et de matières premières. Mais la Roumanie avait au contraire en cours un gros effort d'industrialisation (de 1950 à 1964 elle a plus que doublé le nombre de ses ouvriers; tandis que les ingénieurs sont 8 fois plus nombreux) auquel elles n'entendaient aucunement renoncer. D'où son refus de se plier aux plans productifs supranationaux du Comecon.

Du secteur économique, la "déviation" roumaine a passé sur le plan militaire et de politique étrangère. En Roumanie il n'y a plus de troupes soviétiques depuis 1958, mais il a deux ans les manoeuvres générales du Pacte de Varsovie eurent lieu sur son territoire sans aucune négociation préalable. Pour un Pays qui traverse une phase de réveil nationaliste, et qui cherche toujours de plus amples soutiens économiques à l'ouest, c'en était assez pour commencer à trouver bien lourde "l'intégration dans le bloc de Varsovie". D'où les protestations de ces dernières semaines contre les blocs en général et contre toute immixtion dans les politiques étrangères nationales. Telle est la base de ce que l'on appelle "l'équidistance" de Bucarest entre Moscou et Pékin.

La position de la Roumanie a provoqué ce vives inquiétudes au Kremlin. Breznev est allé à Bucarest pour chercher avec Ceausescu un compromis à propos du Pacte de Varsovie. Ce compromis ne semble pas avoir été trouvé. Il y a aussi un autre facteur: Moscou elle-même traverse une période d'incertitude. Les membres du groupe de Varsovie sont partagés dans leur opinion à propos de l'Allema-

gne Fédérale: Union Soviétique, Pologne, Tchécoslovaquie et Allemagne de l'Est craignent sa militarisation; la Roumanie (et probablement, sans le dire, la Bulgarie et la Hongrie) craignent bien moins cette menace. Bucarest (en dehors de son attachement à la France) est en outre en rapports commerciaux extrêmement favorables avec Bonn et cherche à les intensifier encore.

Un fait est certain: la rébellion de Bucarest est suivie avec un vif intérêt dans le monde entier: de l'Europe Orientale souffle un vent de révolte, un peuple latin a levé avec une intelligente fermeté l'étendard de la liberté. Espérons que personne ne pourra plus l'abattre.

Des secteurs européens dans la nature

M. Franz Meyers, ministre-président de Rhénanie-Westphalie, vient de se prononcer pour la création de parcs naturels européens dans les régions frontalières. Il a fait cette suggestion à l'occasion de l'inauguration du 12e parc naturel de son Land, qui couvre une superficie d'une quarantaine de kilomètres de long sur quinze de large, dans la région de la Schwalm-Nette, en bordure de la Meuse.

M. Meyers a estimé que l'on devrait non seulement qualifier ces secteurs d'européens, mais leur donner le caractère de fragments des Etats-Unis d'Europe. Il a notamment préconisé de placer ces parcs naturels sous une administration commune des pays les bordant, formule qui impliquerait, à son sens, une surveillance et une planification communes

Christine de Suède et l'Europe

La reine Christine de Suède, qui au XVII^e siècle abdiqua pour

vivre à Rome, et devint l'une des plus célèbres personnalités de son temps — et aussi la première femme — « moderne » dans l'histoire de l'Europe — dominera la vie culturelle de Stockholm l'été prochain. Le Musée national des Beaux-Arts de la capitale suédoise a choisi Christine et son époque pour thème de la 11e exposition européenne d'art, qui se déroulera à l'initiative et sous les auspices du Conseil de l'Europe entre le 1er juillet et le 6 octobre 1966.



Toute une suite de salles du Musée national seront vidées pour abriter l'exposition, probablement la plus grande manifestation culturelle du genre à avoir été organisée en Suède. Etant donné que les immenses et inestimables collections de la reine Christine ont été dispersées à travers le monde au cours des siècles, les musées de nombreux pays apporteront leur contribution en prêtant leur trésors. Grâce à la bienveillance du pape Paul VI, le Vatican, faisant exception à une règle très stricte, prêtera à un certain nombre de manuscrits de valeur inestimable.

Le projet est en préparation depuis presque dix ans. Il s'agit d'une vaste présentation de la culture européenne au XVII^e siècle, de la vie personnelle et de la carrière de Christine, cette reine qui, seule fille du roi Gu-

stave Adolphe, défenseur du protestantisme durant la guerre de Trente ans, renonça à son droit à la couronne suédoise en 1654 pour se convertir à la foi catholique. Les visiteurs de cette exposition pourront suivre son histoire, son enfance et son règne en Suède, son long voyage à travers l'Europe et les dernières trente années de sa vie à Rome où elle fut le centre du monde ecclésiastique, intellectuel et artistique.

Le Centre de Delphes héritier des Amphictyonies

La première pierre du Centre Culturel créé à Delphes par le Gouvernement hellénique sous les auspices du Conseil de l'Europe a été posée le 28 mars en présence de Leurs Majestés le Roi et la Reine des Hellènes. Le Gouvernement hellénique était représenté par M. Elias Tsirimokos, Ministre des Affaires Etrangères, MM. Peter Smithers, Secrétaire Général, et Polys Modinos, Secrétaire Général, adjoint du Conseil de l'Europe assistaient à la cérémonie.

Ce Centre rappelle l'Amphictyonies de l'antiquité qui sont à l'origine du rapprochement des peuples dans l'intérêt commun. Il est, en effet, destiné à être le siège d'un Institut de l'Idée Européenne. Il comprendra un noyau principal avec des bureaux d'administration, des salles de séance, une grande salle de conférences et de congrès, des salles d'expositions permanentes et temporaire et une bibliothèque avec salle de lecture.

Les activités du Centre consisteront en des représentations périodiques de drames antiques, des festivals de musique, des congrès de spécialistes de la civilisation européenne, des séminaires d'études, des réunions visant à l'élévation spirituelle de la jeunesse et en général en des activités de nature à servir les valeurs fondamentales de l'idée européenne.

Le nouveau bureau du Parlement Européen

M. Alain Poher succède au chrétien social belge Victor Leemans, dont l'élection avait provoqué de nombreux remous dans les milieux européens, en raison de l'attitude qu'on attribue à M. Leemans pendant la guerre.

Dans son discours d'investiture, M. Alain Poher a réclamé une modernisation du travail du Parlement européen et un « renouvellement du stock des idées » qui ont servi de base de départ à la construction européenne.

Le Parlement européen a procédé, le 7 mars, à l'occasion de l'ouverture de sa session de printemps, à l'élection de son nouveau bureau. Celui-ci est composé de la manière suivante:

Président: M. Alain Poher (démocrate chrétien français);

Vice-présidents: MM. Paul Kapteyn (socialiste néerlandais), Edoardo Battaglia (libéral italien), Jacques Vendroux (Union démocratique européenne, France), Hans Furler (C.D.U. Allemagne), Joseph Wohlfahrt (socialiste luxembourgeois), Cornelies Berkhouwer (libéral néerlandais), Enrico Carboni (démocrate chrétien italien) et Ludwig Metzger (socialiste allemand).

Congrès des Femmes Chefs d'Entreprises

Les femmes chefs d'entreprises mondiales (F.C.E.), organisation groupant les associations nationales de huit pays et dont le siège est à Paris, tiendra son 17e congrès international à Bruxelles du 3 au 8 juin 1966. Pour préparer ce congrès, les présidentes des huit associations nationales se sont rencontrées à Dusseldorf les 16 et 17 avril et non pas les 23 et 24 avril comme annoncé précédemment. Le thème du congrès préparé par le comité des présidentes est la signification de la libre entreprise en matière de politique économique et sociale.

LES INGENIEURS EN EUROPE

Quelle est la meilleure formation des ingénieurs du génie civil?

Avec leurs camarades de sept universités ou écoles étrangères (Madrid, Turin, Zurich, Berlin, Liège, Delft et Londres) les élèves de l'« Ecole nationale des Ponts-et-Chaussées » ont créé, il y a trois ans, l'« Association européenne de génie civil » (A.E.G.C.). Les étudiants de ces établissements d'enseignement supérieur ayant tous une section génie civil se réunissent régulièrement pour discuter de leur formation et de leur avenir professionnel.

En 1965, ils avaient étudié le rôle de l'ingénieur en Europe et notamment ses possibilités de carrière après l'entrée en vigueur de la liberté d'établissement des cadres dans les différents pays de la Communauté. Mais les membres de l'A.E.G.C. ont constaté qu'il fallait d'abord pouvoir comparer les enseignements européens: niveau et contenu. A cette comparabilité des diplômes a été consacré le congrès 1966, qui vient de se tenir à Paris.

Un questionnaire préparatoire, envoyé à tous les adhérents, a permis de compléter le « dossier-écoles » de l'association. Il portait principalement sur les matières enseignées, le temps consacré à chaque spécialité, les options offertes, le mode d'enseignement, la date de la sanction des études qui est laissée au choix du candidat dans certains pays.

Les débats ont surtout porté sur la question suivante: faut-il unifier en Europe le contenu de la formation ou donner aux étudiants la possibilité d'aller passer un an dans une université d'un autre pays pour approfondir une spécialité? Les participants n'ont pas définitivement pris position. Ils ont cependant indiqué une préférence pour la seconde solution, en insistant sur le rôle complémentaire des écoles.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVA GINI
Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie	Lires 2000	Etranger	Dollars 3,-
ABONNEMENT D'HONNEUR	- 5000	ABONNEMENT D'HONNEUR	10,-
c/c postale Roma N. 1/16299			

Ente Civile Universitas Personarum Dragen - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A.G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.